

QUESTION PREALABLE

relative à la dissolution des partis politiques de la Polynésie Française : "RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE DES POPULATIONS TAHITIENNES" et "TUFU TIAMA MAOHI", présentée par Mr. le conseiller J.B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM

Monsieur le Président,
Mes et M.M. les conseillers,

Je pense qu'il est aussi logique de soulever ici, au sein de l'Assemblée Territoriale, le problème de la dissolution des partis politiques "RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE DES POPULATIONS TAHITIENNES" et "TUFU TIAMA MAOHI", puisque 14 de ses membres ont été élus sur le programme du R.D.P.T. et 1 sur celui du P.T.M.

Autrement dit - et en reprenant les chiffres de la dernière consultation électorale de la Polynésie Française, celle du 2 décembre 1962, - c'est pour ainsi dire

9.853 (R.D.P.T.) + 2.654 (P.T.M.) = 12.487 électeurs sur 22.213 votants que représentent ces 14 (R.D.P.T.) + 1 (P.T.M.) = 15 membres de l'Assemblée Territoriale, soit 56%, c'est-à-dire la majorité des votants.

De plus, tout en m'excusant par avance auprès des membres U.T.D. de l'Assemblée Territoriale, qu'il me soit permis de faire remarquer ma surprise de ne pas voir leur parti également dissous, puisque constituant, avec le R.D.P.T., la majorité actuelle de l'Assemblée Territoriale.

Ce n'est pas que je souhaite la dissolution de l'U.T.D.: bien au contraire, je suis personnellement heureux de voir encore subsister l'U.T.D.

Mais, puisque l'U.T.D. constitue encore aujourd'hui, avec le R.D.P.T., la majorité de l'Assemblée Territoriale, il est alors possible de reprendre les chiffres cités plus haut en y incluant ceux concernant l'U.T.D. Cela donne - toujours pour la consultation électorale du 2 décembre 1962 :

9.853 (R.D.P.T.) + 2.070 (U.T.D.) + 2.654 (P.T.M.) = 14.557 électeurs sur 22.213 votants, soit 65% des votants.

Les chiffres ci-dessus sont clairs et nets. Un referendum ne pourrait, éventuellement, que confirmer ces chiffres et, peut-être même, les renforcer.

En effet, les trois partis R.D.P.T. - U.T.D. - P.T.M., par la voix de leurs membres à l'Assemblée Territoriale, ont manifesté, à plusieurs reprises, et encore au début de l'actuelle session de l'Assemblée Territoriale, leur désir de voir apporter certaines améliorations au Statut du Territoire. Même des membres de l'U.T.D.-U.N.R. partagent aussi maintenant cette opinion. Et tout ceci reste conforme notamment au préambule de la Constitution du 4 Octobre 1958, qui stipule :

" Le peuple français proclame solennellement son attachement aux droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946.

" En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité et conçues en vue de leur évolution démocratique "

D'autre part, Jean CHATELAIN, Professeur des Facultés de Droit, écrit dans son ouvrage " LA NOUVELLE CONSTITUTION ET LE REGIME POLITIQUE DE LA FRANCE ", page 252 :

" 1°- L'existence de l'association. Toute association peut, en France, se former et fonctionner librement sans aucune formalité, à l'exception des associations étrangères qui sont soumises à autorisation."

" 2°- La capacité de l'association. La simple association de fait n'est pas illicite, mais elle n'a en principe aucune capacité juridique; pour acquérir celle-ci il suffit cependant d'une formalité aisée : la déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture, qui fait connaître le titre et l'objet de l'association son siège, les noms et domiciles des administrateurs. Cette déclaration doit en outre être insérée, par les soins de l'association, au Journal Officiel."

Voilà ce qu'écrit, d'une part, Jean CHATELAIN, Professeur des Facultés de Droit.

Voici maintenant ce qu'écrit, d'autre part, Pascal ARRIGHI, chargé des travaux pratiques à la Faculté de Droit de PARIS, premier secrétaire de la conférence du stage des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, dans son ouvrage " LE STATUT DES PARTIS POLITIQUES ", page 5 :

" Le principe fondamental de la démocratie postule que les gouvernants sont choisis par le peuple et agissent en accord avec lui. Les partis apparaissent d'abord comme les seuls éducateurs du peuple, ce sont eux qui lui expliquent la nécessité de telle ou telle loi ou sa nocivité. C'est par leur entremise que le peuple se fait entendre et qu'il participe comme l'exige la démocratie à la formation de la volonté générale. Les partis traduisent la volonté que le peuple exprime dans ses consultations périodiques et en faisant connaître les candidats et leurs programmes permettent le choix des gouvernants par les gouvernés. Organe de représentation, organe de formation de la volonté étatique, telles sont les doubles fonctions du parti. Il est clair alors que la démocratie implique nécessairement leur existence. Qu'il s'agisse du choix des gouvernants ou de la formation de l'opinion publique, rien ne peut remplacer les partis (1).

" (1) C'est ce que mettait en valeur BLUNTSCHI, voir la Politique trad. fr. 1879, p. 321 : " Les partis politiques ne sont ni une faiblesse, ni une maladie de l'Etat moderne. Ils sont au contraire la condition et le signe d'une vie politique forte. N'appartenir à aucun parti n'est nullement une vertu du citoyen, et dire d'un homme d'Etat qu'il est en dehors des partis est un éloge douteux".

Et voici qu'intervient la dissolution des partis politiques de la Polynésie Française : le "RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE DES POPULATIONS TAHITIENNES et le " PUPU TIAMA MAOHI " en vertu de décrets du Gouvernement de la République Française datés du 5 novembre 1963, et dont l'un est ainsi conçu :

"DECRET portant dissolution du parti dit PUPU TIAMA MAOHI.

"Le Président de la République,

"Sur le rapport du Premier Ministre, du Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer, du Garde des Sceaux, ministre de la Justice,

"Vu la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées,

"Le Conseil des Ministres entendu.

D E C R E T E :

"Article 1er.- Est et demeure dissous le parti dit PUPU TIAMA MAOHI.

"Article 2.- Le Premier Ministre, le Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'Outre-mer, le Garde des Sceaux, ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

"Fait à Paris, le 5 Novembre 1963.
Charles de GAULLE

"Par le Président de la République :
Le Premier Ministre,
Georges POMPIDOU

"Le Ministre d'Etat,
chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer
Louis JACQUINOT

"Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,
Jean FOYER

.....
Le décret susmentionné vise en particulier la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées, dont voici un extrait :

"EXTRAIT de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combats et les milices privées.

...../.....

1.- Seront dissous, par décret rendu par le Président de la République en conseil des ministres, toutes les associations ou groupement da fait.

.....
 "3°-Ou qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'attenter par la force à la forme républicaine du Gouvernement.
 " Le Conseil d'Etat, saisi d'un recours en annulation du décret prévu par le premier alinéa du présent article devra statuer d'urgence.

" 2.- Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 16 à 5.000 fr. quiconque aura participé au maintien ou à la reconstitution directe ou indirecte de l'association ou le groupement visés à l'article 1er. Les peines prévues à l'article 42 du Code pénal pourront en outre être prononcées par le tribunal.
 " Si le coupable est un étranger, le tribunal devra en outre prononcer l'interdiction du territoire français.

" 3.- Les uniformes, insignes, emblèmes des associations et groupements ainsi maintenus ou reconstitués seront confisqués ainsi que toutes armes, tout matériel utilisé ou destiné à être utilisé par lesdits groupements ou associations.

" Les biens mobiliers et immobiliers des mêmes associations et groupements seront liquidés dans les conditions de l'article 18 de la loi du 1er juillet 1901.(...)

" 4.- La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies."

La dissolution du R.D.P.T. et du P.T.M. a été publiée en première page dans les journaux locaux du jeudi 7 novembre 1963 : "LE JOURNAL DE TAHITI" (Imprimerie de Tahiti ou plutôt de Mr. Tony Bambridge) et "LES NOUVELLES". Et dans le "JOURNAL DE TAHITI" du vendredi 8 novembre 1963, dernière page, un entrefilet stipulant que :

" Conformément à la loi qui veut que les Partis dissous remettent leurs archives aux Autorités, Mr. Cérans-Jérusalem et le responsable de l'autre parti dissous ont remis les leurs hier après-midi."

Tout d'abord, à la lecture de l'information ainsi donné par "LE JOURNAL DE TAHITI", il semblerait que Jean-Baptiste CERAN-JERUSALEM est principalement visé dans cette affaire.

Cependant, pour une meilleure information, voici également un écrit qui m'a été remis lors de l'"invitation" forcée que m'a faite la Police le jeudi 7 novembre 1963 :

POLYNESIE FRANCAISE

REPUBLIQUE FRANCAISE

-:-:-:-:-

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

-:-:-:-:-

N° 75 /CAB/S.

:
 : CABINET :
 :
 :

Papeete, le 7 novembre 1963

D E L E G A T I O N

" Le Gouverneur, Chef du Territoire de la Polynésie Française, agissant en vertu de l'article 10 du Code d'Instruction Criminelle applicable à la Polynésie Française, donne, par les présentes, délégation à M. le Commissaire Principal, Chef du Service de la Sûreté, à tous les Officiers de Police Judiciaire placés sous ses ordres, pour prendre les dispositions utiles en vue de faire appliquer le décret du 5 Novembre 1963, portant dissolution du PUPU TIAMA MAOHI (P.T.M.) et, notamment, au cas où les responsables du Mouvement, refuseraient de livrer tous les documents, pièces, objets appartenant à l'association, ce qui impliquerait la volonté des responsables de reconstituer l'association dissoute - infraction punie par la loi du 10 janvier 1936 - action pouvant porter atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, de procéder à toutes perquisitions utiles au siège du groupement et aux domiciles des responsables susceptibles de détenir des documents et saisir tous documents et objets appartenant au P.T.M. et placer sous scellés les locaux pouvant servir de lieu de réunion.

" Compte rendu de ces opérations devra être fait immédiatement afin que le Parquet puisse être saisi dans les 24 heures.

Signé : GRIMAID

...../.....

La convocation de la réunion projetée a été remise à plusieurs fois, car les responsables du RDPT n'étaient pas d'accord sur la formule de cette convocation. Celle-ci sera définitivement arrêtée au bureau du Gouverneur Grimald, par Jacques Drellet et Alfred Grand, qui portaient du bureau de Grimald tandis que j'y entrerais. Celui-ci me montra un exemplaire de la convocation qui comportait comme ordre du jour l'indépendance de la F.C. Je fis observer que la dissolution du RDPT était une erreur.

Monsieur R. Grand, pour ses bons et loyaux services, sera proposé par Grimald comme chef de la subdivision de I.S.L.V., puis, par suite de l'opposition de M. Edm. Jeannot, pour celle de Jean-Marie Lamber. L'opposition de Joubert de Jit proposera pour les Postales. La crainte de l'aval de mer conduisant M. Grand à solliciter une bourse d'études pour l'Institut de Hautes études. Il séjournera deux ans à Paris dans cette institution créée pour donner des cadres aux États de l'Afrique Noire.

En parlant par phrase (le Gouvernement était au courant) M. J. B.H. Circa me garantissant faire allusion aux démarches par la co à la participation du Gouverneur au texte de convocation qui mentionnera la dissolution du RDPT.

*Composée dans le bureau du Gouverneur avec le concours
de Alfred Grand, J. Mallet, J. Faurea.
et validé en force*

Revenons maintenant à la dissolution même du R.D.P.T. et du P.T.M.

Tout le monde sait qu'une majorité se dessine parmi les militants du R.D.P.T. en faveur de l'indépendance de la Polynésie Française. Un congrès du R.D.P.T. devait se réunir prochainement au sujet du statut du Territoire. Une convocation a été remise au Cabinet de M. le Gouverneur de la Polynésie Française par le secrétaire-général du R.D.P.T., Mr. Jacques TAURIA, également président de l'Assemblée Territoriale, pour diffusion par Radio-Tahiti; bien entendu, cette diffusion n'a pas été faite, mais le Gouvernement était bien au courant des faits et gestes du R.D.P.T. donc - jusqu'à preuve du contraire - aucun complot, aucun projet de manifestations armées dans la rue, ou de création de formations para-militaires ou de groupes ayant pour but de porter atteinte à l'intégrité du Territoire National ou d'attenter par la force à la forme républicaine du Gouvernement. Bien au contraire, le R.D.P.T. semble avoir agi conformément notamment au préambule de la Constitution de la République Française du 4 octobre 1958, en plus de ce qu'écrit Pascal ARRIGHI à propos des partis politiques. De plus, n'oublions pas que le corps électoral de la Polynésie Française a envoyé à l'Assemblée Territoriale 14 membres R.D.P.T. et à l'Assemblée Nationale Française 1 membre du R.D.P.T. Par quoi alors est juridiquement motivée la dissolution du R.D.P.T. ?

Quant au "PUPU TIAMA MACHI", tous ses projets ont été publiés dans "TE ARATAI", présentés à l'Assemblée Territoriale et transmis au Gouvernement local. A propos du statut du Territoire de la Polynésie Française cela a été ainsi écrit noir sur blanc : INDEPENDANCE DANS L'ASSOCIATION AVEC LA FRANCE, à défaut de départementalisation comme en France même. A tous ces écrits du P.T.M., jamais le Gouvernement de la République Française n'ont opposés quoi que ce soit. TE ARATAI dont le dépôt légal a été régulièrement fait, n'a jamais été saisi pour avoir mentionné l'INDEPENDANCE DANS L'ASSOCIATION AVEC LA FRANCE. Et, pourtant, si c'était ainsi "porter atteinte à l'intégrité du Territoire National", le Gouvernement aurait dû alors immédiatement saisir TE ARATAI. Cela n'a pas été le cas, donc il n'y a rien eu d'illécite également dans l'action du PUPU TIAMA MACHI.

Le "PUPU TIAMA MACHI" a agi - jusqu'à preuve du contraire - dans la légalité. Il a fondé son action sur les textes qui régissent le statut du Territoire. En remontant dans le passé, c'est l'acte d'annexion du 29 juin 1880, par lequel POMARE V transmet au Gouvernement Français, deux choses : le gouvernement et l'Administration de ses Etats, et ses droits et pouvoirs sur les îles de la Société et dépendances. Mais, POMARE V a signé cet acte sous la condition expresse que la FRANCE continuerait à gouverner les anciens sujets du Protectorat en tenant compte des lois et coutumes tahitiennes.

Le statut de la Polynésie Française (alors Îles de la Société et dépendances) est alors celui de colonie, administré uniquement suivant le décret organique du 28 décembre 1885, -et ce jusqu'en 1956.-

Puis intervient la loi-cadre N° 56-619 du 23 juin 1956 relative aux mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. Et c'est de cette loi-cadre que sort le décret N° 57-812 du 23 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de Gouvernement et extensions des attributions de l'Assemblée Territoriale dans les Etablissements Français de l'Océanie (devenu Polynésie Française).

Donc, en 1957, le statut de la Polynésie Française a évolué de façon substantielle par rapport à ce qu'il était autrefois.

Et cette évolution du statut se précise dans la Constitution de la République Française du 4 octobre 1958, où, tout d'abord, le terme de "colonie" fait place à celui de "territoire d'outre-mer".

De plus, cette évolution du statut est encore possible en vertu même de la Constitution du 4 octobre 1958, -de son préambule et de ses articles 72 et 74, comme de la déclaration des droits de l'homme de 1789 et du préambule de la Constitution de 1946 également visés dans le préambule de la Constitution du 4 octobre 1958.

Par ailleurs, comme signalé dans l'ouvrage de Guy-Willy SCHMELTZ, "LA POLITIQUE MONDIALE CONTEMPORAINE", où sont également repris les principaux thèmes d'un cours professé à l'Université de PARIS depuis 1953 (page 414), il est bon de signaler que le chapitre XI de la Charte des Nations-Unies, également signée par la FRANCE, et particulièrement son article 73, tentent d'étendre aux colonies ordinaires, le contrôle international. C'est ainsi que les métropoles sont tenues d'assumer certaines missions et de respecter certaines normes de gestion coloniale: assurer, en respectant la culture des populations, leur progrès politique, économique et social, développer leur capacité à s'administrer elles-mêmes, etc....

...../.....

Donc, si le "PUPU TIAMA MAOHI" travaille encore pour une évolution du statut de la Polynésie Française (autrefois Iles de la Société et dépendances, puis Etablissements Français de l'Océanie) il semble bien que tout cela est conforme aux textes réglementant cette matière.

Par ailleurs, que peut réellement signifier "territoire national" ? Ou, alors, que peuvent signifier les termes "domaine de l'Etat" et "domaine du Territoire" ?...

En attendant et jusqu'à plus ample informé, quand l'Etat Français a besoin d'une parcelle de terre faisant partie du domaine du Territoire de la Polynésie Française, il a bien fallu une délibération de l'Assemblée Territoriale de la Polynésie Française pour effectuer une telle cession. Si le Territoire de la Polynésie Française faisait partie intégrante du Territoire National, il me semble que l'Etat Français n'aurait pas été astreint à une délibération de l'Assemblée Territoriale de la Polynésie Française. Le cas de l'atoll de MORUROA, parcelle du Territoire de la Polynésie Française, qui doit légalement être soumis à l'Assemblée Territoriale, va nous permettre peut-être d'élucider ce problème.

Je profite de l'occasion pour soumettre aussi ce problème à l'examen de l'Assemblée Territoriale, non pas que je crains d'avoir porté atteinte à l'intégrité du Territoire National ou du Territoire de la Polynésie, mais pour ne pas que, dans la discussion éventuelle de l'affaire de MORUROA, certains des membres de l'Assemblée Territoriale de la Polynésie Française ne soient accusés de vouloir porter atteinte à l'intégrité, soit du Territoire National, soit du Territoire de la Polynésie !.....

Maintenant, pour ce qui est des manifestations armées dans la rue, ou pour ce qui est de la création de formations para-militaires ou de groupes ayant pour but de porter atteinte à l'intégrité du Territoire National ou d'attenter par la force à la forme républicaine du Gouvernement, je me demande quel est le mégalo-mane ou le sadique qui a pu imaginer cela, un seul instant, pour essayer ensuite de le porter à notre compte ?

C'est donc jeudi 7 novembre à 13 heures 30 que la Police m'a "invité" à la suivre et à lui remettre toutes les archives du PUPU TIAMA MAOHI; et au cours de cette perquisition, la Police a pu prendre aussi les archives du R.D.P.T. partant de sa création au 9 juillet 1958 (date de mon exclusion du R.D.P.T.). Toutes ces archives ont été déposées dans un bureau du Commissariat de Police de Papeete (Service de la sûreté), sans avoir été scellées devant moi. Je précise ce point parce que je ne veux pas que l'on y trouve par la suite et comme par hasard une pièce compromettante... Car, pour moi, je l'ai dit et je le redis : Toute politique basée sur la violence est généralement négative. Et j'ajoute que ma politique est basée sur l'ordre et la paix, dans la patience et la persévérance.

Pour justifier tout ce qui précède, je rappelle que POUVANANA A OOPA et moi-même avons été arrêtés en 1947 et jugés sur fausses accusations, pour complot contre la sûreté intérieure de l'Etat notamment, puis remis en liberté après que la Cour d'Assises nous ait reconnus non-coupables.

En 1958, alors que POUVANANA A OOPA faisait voter "NON" au referendum comme l'en autorisait la loi - et je ne fais là aucun reproche à l'homme que la Polynésie Française a porté par trois fois sur le siège de député à l'Assemblée Nationale Française de 1949 à 1957, - Jean-Baptiste Heitarauri CERAN-JERUSALEM, lui, toujours pour l'ordre et la paix, dans une communauté avec la FRANCE, faisait voter "OUI". Qu'est-ce-que cela représente ? Voici des chiffres :

1°)- Elections législatives de 1956 :

POUVANANA A OOPA (R.D.P.T. uni) = 12.280 voix sur 21.283 votants, soit 57% des votants, alors que le candidat adverse n'obtenait que 8.850 voix.

2°)- Referendum de 1958 :

" NON " = 8.988 voix
" OUI " = 16.279 voix,

soit par rapport à 1956 : $12.280 - 8.988 = 3.292$ voix du R.D.P.T. qui ont fait aussi triompher le "OUI".

Et, jusqu'à ce jour, je n'ai fait que préconiser l'association avec la FRANCE. Est-ce alors là ma faute ?...

...../.....

Cela me fait alors penser à ce qui m'est arrivé en 1953, à ce moment-là, il n'y avait point de LOI-CADRE, pas de Conseil de Gouvernement, et une Assemblée aux attributions plutôt réduites. C'est alors que, Président de l'Assemblée Territoriale, je faisais adopter un vœu tendant à faire accéder le Territoire de la Polynésie Française (autrement dit : Etablissements Français de l'Océanie) au statut de DÉPARTEMENT. Que m'arriva-t-il alors ? Eh ! bien, c'est le Gouverneur p.i. de l'époque qui s'élevait contre ce vœu!...

Donc, pour me récapituler :

- quand je faisais voter en 1953 un vœu pour la départementalisation, le Gouverneur p.i. de l'époque me contrainait,
- et, aujourd'hui, quand je préconise l'association avec la France, c'est encore à moi qu'on essaie surtout de s'en prendre.

Et, tout cela, après m'avoir adressé les lettres suivantes :

- Lettre de Monsieur le Gouverneur J.C. BAILLY:

Papeete, le 21 Octobre 1958.

"Monsieur le Conseiller,

" Au moment de quitter le Territoire de la Polynésie Française, je tiens à vous remercier de l'efficacité et de la loyauté avec lesquelles vous avez constamment secondé mes efforts en vue de maintenir dans ce pays le calme et la paix des esprits nécessaires à son développement harmonieux.

" Certain que vous reporterez ces mêmes sentiments sur mon successeur,

" je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller, l'assurance de ma haute considération".

Signé: J.C. BAILLY

- Lettre du Secrétariat particulier du Général DE GAULLE:

" Paris, le 16 Février 1960.

" Monsieur ,

" Votre message du 2 Février est bien parvenu à la connaissance du Général de Gaulle.

" J'ai pour mission de vous en assurer et de vous transmettre les remerciements du Président de la République.

" Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Signé : de Beaulincourt

- Du Général de GAULLE (et de sa main):

" Avril 1961.

" Je vous remercie de l'encouragement que m'apporte votre témoignage.

Signé : C. de Gaulle

- Lettre de Monsieur le Gouverneur GRIMALD:

" Papeete, le 3 Novembre 1962.

" Monsieur le Conseiller,

" A l'issue de la consultation électorale du 14 octobre, vous venez d'être proclamé Conseiller Territoriale. Je vous en félicite d'autant plus chaleureusement que j'ai pu apprécier au cours des années passées votre souci, que je partage entièrement, du bien du public, et vos avis éclairés.

" En vous renouvelant mes compliments, je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller, l'assurance de ma considération très distinguée.

Signé : A. GRIMALD

...../.....

Pourtant, depuis 1957, tout le monde connaît mon programme politique : évolution de la Polynésie Française (ou "TAHITI et ses Archipels", cf. ouvrage de l'Imprimerie Administrative de Melun - A.G.C. 2758 - 1931) dans la communauté.

J'ai donc suivi la politique pratiquée par le Gouvernement depuis 1958; et, encouragé, d'une part, par l'indépendance accordée aux anciens territoires d'outre-mer d'Afrique et Madagascar ainsi qu'aux anciens départements d'Algérie, et, d'autre part, par les lettres que j'ai reçues et qui sont citées plus haut, j'ai alors également préconisé l'indépendance de la Polynésie Française mais en association avec la France.

Est-ce eu tort d'avoir ainsi suivi la politique même du Gouvernement Français ?

Voilà pourquoi en conclusion, l'auteur de la présente question préalable se permet d'inviter l'Assemblée Territoriale à transmettre la présente à qui de droit, et notamment à Monsieur le Président de la République Française pour lui faire part de l'étonnement ressenti par les populations de TAHITI et des Archipels quant à la mesure de dissolution frappant le R.D.P.T. et le P.T.M. - qui n'ont jamais comporté de groupes de combat ni de milices privées - et lui demander, par ailleurs, copie du rapport visé dans les décrets de dissolution, qui a manifestement dû induire en erreur le Chef de l'Etat.



J.B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM